

POLITIQUE. Professeurs et acteurs du monde culturel sont vent debout contre les récentes décisions gouvernementales

La culture sacrifiée sur l'autel de l'austérité budgétaire ?

C'EST UNE décision qui vient d'ébranler une grande partie du monde éducatif et culturel. Jeudi dernier, les établissements scolaires ont appris le gel jusqu'à la fin de l'année scolaire du budget alloué à la part collective du pass Culture. Cette annonce surprise a, immédiatement, suscité de vives réactions des syndicats d'enseignants et de chefs d'établissements.

À côté du pass Culture individuel, géré par le ministère de la Culture (et qui accorde aux jeunes de 15 à 18 ans 300 euros à dépenser dans la culture), le pass Culture collectif, dont le budget dépend de l'Éducation nationale, permet de financer des actions et projets culturels (cinéma, spectacles vivants, etc.) dans les établissements scolaires.

Pour les syndicats, le gel de ce dispositif, annoncé à la toute fin janvier, a été perçu comme une « décision brutale ». En ce début 2025, « au regard de la situation budgétaire », le ministère a, en effet, demandé aux rectorats « d'inciter les établissements n'ayant pas encore réservé d'action pour l'année en cours à le faire pour bloquer les crédits : 50 millions d'euros jusqu'en juin et 22 millions d'euros entre septembre et décembre ». Une annonce qui a entraîné le plantage, vendredi dernier, de la plateforme numérique dédiée.

Devant la levée de boucliers, l'exécutif n'a pas tardé à réagir. « Depuis le début de l'année, nous assistons à une flambée des réservations, mobilisant en quelques semaines près de 50 millions d'euros, soit les deux tiers de ce qui était prévu pour

2025. C'est pour cela que le ministère a dû suspendre la plateforme », a indiqué, dans la foulée, la ministre de l'Éducation nationale Élisabeth Borne, lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

« Mais je veux vous rassurer : les établissements qui auraient engagé des activités sans avoir pu concrétiser leur financement pourront mener à bien leur projet. La plateforme va rouvrir dans les prochains jours. Les projets validés et ceux qui ont été pré-réservés seront financés », a-t-elle ajouté, répondant à une question de la députée socialiste Florence Herouin-Léautéy (Seine-Maritime).

« Ils ont décidé d'enlever la culture de l'école ! »

Le ministère de l'Éducation a également souligné qu'avec 72 millions d'euros, le budget 2025 de ce dispositif est supérieur de 10 millions d'euros à ce qui était inscrit l'an dernier dans la loi de finances initiale (62 millions d'euros). Mais « le coût réel, lui, a atteint 97 millions d'euros l'an passé », a souligné la ministre de l'Éducation. « Le succès du pass Culture est incontestable. Ce succès, il faut naturellement le conforter, mais il est également nécessaire d'évaluer ce dispositif pour en garantir l'équité et l'efficacité », a complété la ministre qui a lancé une mission d'inspection. Au final, que faut-il comprendre ? Que les projets cultu-

rels « validés et pré-réservés » dans les collèges et lycées pour l'année scolaire 2024-2025 seront finalement « financés ». Pour le reste, c'est plus flou. Une chose est sûre, les projets envisagés pour la seconde partie de l'année mais non réservés vont tomber à l'eau. Une décision qui passe mal dans les rangs des enseignants. « Ils ont décidé d'enlever la culture de l'école ! », s'exclame, tout bonnement, une professeure d'un collège de Cherbourg-en-Cotentin. « Désormais, on sait que des projets ne se feront pas. J'avais des sorties au théâtre prévues dans les prochains mois, elles ne sont pas toutes passées... Au final, c'est le collège qui risque de payer. On va prendre sur nos fonds propres qui sont déjà réduits à peau de chagrin ».

Devant ce « désengagement », les enseignants se montrent également solidaires envers les intervenants. « Les acteurs culturels nous contactent et sont inquiets », confirme la professeure cherbourgeoise. « Ils vont avoir des trous, c'est certain. C'est dramatique pour eux ». Pour toute une frange de ce secteur, notamment les auto-entrepreneurs, c'est un coup dur. Un énième après une récente augmentation du taux global de cotisations sociales et avant l'annonce de l'abaissement du seuil d'exemption de TVA... Le redressement des finances de l'État passe-t-il vraiment par là ? En tout cas, pour le monde éducatif et culturel, c'est un véritable coup de poignard. Et ils n'ont pas la parade...

• **Chrismaël MARCHAND**



Professeurs et acteurs du monde culturel ont pris de plein fouet l'annonce gouvernementale du gel du budget alloué à la part collective du pass Culture jusqu'à la fin de l'année scolaire. Ils dénoncent, d'une même voix, cette décision et parlent de « coup de massue ». AFP

« Tout le monde vit cette décision gouvernementale comme du mépris. D'autant plus que ce sont souvent des projets entrepris par des professeurs sur leur temps libre et qui tombent à l'eau soudainement. Ils ont tout démoli avec cette décision ! C'est difficile à comprendre que l'on puisse faire des économies sur l'ouverture culturelle des jeunes.

PASCAL ROGER
Secrétaire départemental du syndicat SNES-FSU de la Manche

« La plus grande crise à laquelle on va devoir faire face »

INTERVIEW

Dominique Leguen

Président de BITIVOD (*)

Comment vivez-vous cette affaire du pass Culture au sein de votre structure ?

L'année dernière, nous avons travaillé avec cinq établissements sur des projets différents. Notamment sur un film dans le cadre de la lutte contre le harcèlement scolaire, sur un documentaire aux CMN qui a été primé lors d'un concours à Paris, sur des tournages et captations afin que l'école puisse monter en compétences, etc. Cela a représenté une enveloppe de 10 000 euros, soit 10% de notre budget. Comme nous étions en pause, ces derniers mois, celle-ci s'est littéralement volatilisée alors que nous relançons l'association. Pour cette année scolaire, c'est donc mort. La plateforme va rouvrir en septembre pour une petite enveloppe mais on n'a aucune modalité. On ne sait absolument pas où l'on va. La période est vraiment compliquée. Mi-janvier, il y avait déjà eu un coup de rabet de 50 millions

d'euros dans le budget de la Culture. Résultats, toutes les Drac (Direction Générale des Affaires Culturelles) vont donc avoir moins de budgets, moins d'appels à projets culturels, de production de films, de spectacles, etc. C'est terrible !

« C'est tellement violent et rapide »

Est-ce une période plus compliquée que d'habitude alors que la culture est souvent considérée comme un parent pauvre des budgets de l'État ?

Cela fait 20 ans que je donne des cours dans l'audiovisuel. Des crises, j'en ai connu plein. Mais là, celle de 2025, c'est la plus grande à laquelle on va devoir faire face. On pouvait s'adapter avant. Cette fois, c'est tellement violent et rapide que l'on ne peut pas s'adapter. Avec BITIVOD, on dispose d'une structure mixte et on peut être résilient. Mais, je pense à toutes ces structures classiques souvent très dépendantes de l'Éducation nationale qui

risquent de disparaître car elles ne pourront pas s'adapter.

Après une mise en veille, votre association va reprendre du service. Dans ce contexte, est-ce viable ?

Nous avons quatre salariés auparavant. Avec cette pause, on repart avec zéro. Cela va donc être compliqué, je ne le cache pas. Par exemple, quid des subventions de la Drac qui étaient de 10 000 euros en 2023... Quid de l'investissement des décideurs. Malgré les encouragements, ils ne nous ont pas vraiment aidés. D'ailleurs, cela n'a choqué personne que le plus gros festival de court-métrage du département, InCity, n'ait pas lieu l'année dernière... C'est fou ! Pour s'en sortir, on va donc devoir sensibiliser le public. Il y a plusieurs solutions comme trouver des financements alternatifs, avec l'aide du public, multiplier les projets privés pour financer des actions grand public et faire de la valorisation, à savoir louer notre matériel plutôt que de le prêter. On va donc sonder nos adhérents et partenaires pour savoir ce qu'ils attendent de nous.

Clairement, vous avez l'impression qu'on charge beaucoup trop la mule ?

C'est ridicule de taper sur nous. Ça me rend fou ! Ils veulent chercher de l'argent ? Mais, au lieu d'augmenter les taxes et les plafonds, ils n'ont qu'à taxer les crédits à la consommation qui proposent des taux à 20%... C'est une idée ! De même, dans un contexte plus général, on parle beaucoup des obligations RSE (Responsabilité sociale des entreprises). Il faut que les entreprises comprennent que ça passe aussi par la culture. Il faut sensibiliser les entreprises. Qu'elles sachent qu'il n'y a pas que l'environnement ou le sport. Elles peuvent également aller vers des propositions culturelles. On ne doit pas formater les jeunes.

• **Propos recueillis par C. M.**

➤ (*) : plateforme associative de court-métrage basée à Cherbourg, également impliquée dans la formation, l'insertion professionnelle, l'événementiel culturel, la cohésion sociale et l'accessibilité culturelle.

Mode d'emploi

Le pass Culture se compose de deux déclinaisons : une part collective pour la mise en place de projets par classe au sein des établissements scolaires à partir de la 6^e ; une part individuelle à la disposition des jeunes de 15 à 18 ans. Les montants de la part collective sont : 25 € par élève (collégiens) ; 30 € par élève (lycéens de Seconde et élèves de CAP) ; 20 € par élève (lycéens de 1^{re} et de Terminale). De plus, tous les jeunes de 15 à 18 ans bénéficient depuis janvier 2022 d'un crédit pass Culture individuel. Ce crédit leur permet d'accéder à des biens et des services culturels. Il varie selon l'âge : 20 € pour les jeunes de 15 ans ; 30 € pour les jeunes de 16 et 17 ans. Les jeunes de 18 ans bénéficient de leur côté d'un crédit de 300 €, à dépenser durant 2 ans.